13ème Congrès national de l'Association Française de Science politiques
Aix-en-Provence, 22-24 juin 2015

Module transversal 3
Les études européennes entre interdisciplinarité et normalisation
European studies between interdisciplinary and mainstreaming

Michel MANGENOT (Université de Lorraine, AFSP)
Sabine SAURUGGER (Sciences Po Grenoble, IUF)

Etudier les attitudes à l'égard de l'intégration européenne : quel tournant de la sociologie politique ?

Virginie VAN INGELGOM (F.R.S. – FNRS, UCLouvain, ISPOLE)

Vu le caractère en cours et inachevé de cette communication, merci de ne pas citer ce texte sans permission de l'auteur

Introduction

En vue d'interroger les études européennes d'un point de vue intra et interdisciplinaire, cette communication prend le parti-pris d'aborder la question à partir de l'étude des attitudes à l'égard de l'intégration européenne en vue de rendre compte du tournant pris par la sociologie politique de l'intégration européenne[1]. Depuis une décennie, on assiste à la multiplication d'études dites sociologiques de l'intégration européenne qui contribuent pour l'essentiel au tournant qualitatif pris par les études européennes[2]. Il est en effet devenu manifeste pour un ensemble de chercheurs qu'il fallait explorer également les effets que le projet d'intégration européenne pouvait avoir sur les sociétés et non pas seulement sur les développements institutionnels ou politiques[3]. Il va sans dire que l'ensemble de ces chercheurs ont des objets et des questions de recherche différents, que leurs considérations théoriques peuvent s'inspirer d'auteurs très différents, et que le niveau d'analyse retenu diffère également entre eux. Ils ont cependant en commun de proposer des adaptations des théories et des concepts importants de la sociologie classique tout en offrant un plus large choix de méthodes pour saisir les développements empiriques. C'est précisément ce à quoi la sociologie politique s'est proposé

[1] Ce faisant, on ne rendra pas compte dans cette communication des résultats et de l'évolution de l'ensemble de la littérature relevant de la sociologie politique de l'intégration européenne. Cette littérature en pleine extension – notamment en France – couvre des sujets divers et variés dont il nous serait impossible de rendre compte ici. Notre entrée est donc spécifique et la spécificité de l'étude des attitudes à l'égard de l'Europe dans le cadre d'une réflexion sur sa légitimité, ancre notre propos dans une littérature qui s'est d'abord construit dans à l'international.

[2] Saurugger, S. (2008) 'Une sociologie de l'intégration européenne ?', *Politique européenne*, 2(25): 5-22.

[3] Favell, A., et Guiraudon, V. (2009) 'The Sociology of the European Union: an Agenda', *European Union Politics*, 10(4): 550-576.

de contribuer eu égard à l'étude de légitimité, concept classique s'il en est, qui a été revisité à l'échelon européen – d'abord sous l'angle des attitudes et plus récemment des réactions des citoyens à l'égard de l'intégration européenne[4].

Cette communication se propose donc tout d'abord de rendre compte des différents paradigmes ayant structuré le champ de l'étude des attitudes à l'égard de l'intégration européenne. Dans ce qu'il est commun de qualifier de littérature *mainstream* – principalement anglo-saxonne – on observe qu'une interrogation en termes de soutien et d'identité a cédé le pas à un questionnement en termes de résistances et d'Euroscepticisme(s), et par là, de politisation. Le changement d'objet s'est accompagné d'un glissement conceptuel de la notion de soutien utilitaire vers les notions d'identité européenne puis d'Euroscepticisme et d'un changement de mesures sans pour autant qu'un changement de cadre théorique ne soit opéré. Cette présentation souligne donc les ressorts communs à ces différentes approches, notamment leur rapport à la légitimation du processus d'intégration européenne et leur utilisation massive des Eurobaromètres et du cadre d'analyse fonctionnaliste. Elle tente ensuite de mettre en évidence les apports récents du tournant qualitatif pris par les études européennes – duquel la *French touch* n'est pas absente.

La deuxième partie revient ensuite sur trois enjeux majeurs dont le traitement nous semble nécessaire au « tournant européen » de la sociologie politique et à sa normalisation[5] : l'importance de déplacer le regard des élites aux citoyens et s'interroger sur la façon dont les autres vivent les transformations politiques à l'œuvre sur le continent, ce qui amènera à dépasser la lecture des attitudes à l'aide du diptyque Europhile/Eurosceptique ; l'urgence qu'il y a à refuser de penser le niveau européen indépendamment des niveaux régional et national et du processus de globalisation ; et enfin la nécessité de combler le déficit théorique relatif à la légitimité politique de l'UE du point de vue des citoyens. Ces trois points sont issus des résultats de nos propres travaux sur la question qui ont mobilisé l'utilisation de données qualitatives (24 focus groups réalisés en France, Grande-Bretagne et Belgique en 2006[6]) mais aussi plus largement des résultats du tournant qualitatif des études européennes.

Dans une tentative programmatique, cette communication conclut sur deux constats[7]. Tout d'abord, on soulignera la nécessité de délaisser une approche en termes d'identité européenne ou de rejet au profit d'approches posant la question de l'articulation entre *policy* et *politics* pour comprendre la (non-) saillance de l'intégration européenne; ou pour le dire dans

[4] Sur la distinction entre attitudes et réactions, nous renvoyons le lecteur à notre ouvrage : Sophie Duchesne, Elizabeth Frazer, Florence Haegel, Virginie Van Ingelgom, *Citizens reactions to European integration. Overlooking Europe*, Palgrave, 2013.

[5] Ces réflexions sont le fruit d'une collaboration menée depuis plusieurs années avec Sophie Duchesne. La version la plus récente mais non encore aboutie de nos réflexions peut être trouvée dans le chapitre suivant : Duchesne, S. & Van Ingelgom, V. (2015), « Is there a European Legitimacy ? 20 ans plus tard, l'aventure continue », in Rihoux, B., Van Ingelgom V. & Defacqz, S., *La légitimité de la science politique. Construire une discipline au-delà des clivages*, Louvain-La-Neuve : Presses de Louvain, pp. 51-70. La présente communication s'inscrit dans la lignée de ce travail et n'est donc pas de mon seul chef. Merci de vous référer au chapitre susmentionné en vue de citer les arguments s'y rapportant et présenté comme tel dans le texte (en particulier la partie II). Pour tout le reste, les propos tenus dans ce document n'engagent que moi et sont donc de ma seule responsabilité.

[6] Sophie Duchesne, Florence Haegel, Elizabeth Frazer, Virginie Van Ingelgom, *Overlooking Europe. Citizens' reactions to European integration*, Palgrave McMillan, 2013; Virginie Van Ingelgom, *Integrating Indifference: A Comparative, Qualitative and Quantitative Approach to the Legitimacy of European Integration*, ECPR Press, 2014.

[7] Faute de temps, ces conclusions n'ont pas pu être développées davantage par écrit dans le présent texte mais le seront à l'occasion de notre communication orale.

les termes de Fritz Scharpf de penser l'articulation entre la legitimité par les *inputs* et les *outputs*. Ensuite, il apparait essentiel de ramener le multiniveau dans l'équation européenne. Car comme le souligne Fritz Scharpf toujours, une grande partie de la littérature portant sur la légitimité européenne, qu'elle soit normative ou empirique – et donc dans nos termes sociologique – s'est focalisée « *on the European level, rather than on the implications of the multilevel characteristics of the European Union »*[8]. Ces deux conclusions impliqueront de penser empiriquement, méthodologiquement et théoriquement la normalisation de la sociologie politique mais aussi et surtout le lien entre sociologie politique et politiques publiques dans une perspective interdisciplinaire pour ne pas dire inter-sous-disciplinaire[9]. Elles nécessiteront aussi et surtout de dépasser le clivage quanti-quali.

1. Contextualiser le tournant qualitatif : le point sur les études européennes

Cette première partie propose de dresser le bilan des études européennes portant sur les attitudes à l'égard de l'intégration dans le cadre d'une réflexion sur sa légitimité en vue de contextualiser le tournant qualitatif pris par les études européennes et de souligner de ce point de vue l'apport des approches dites « sociologiques ». Pour ce faire, cette première partie revient tout d'abord sur l'évolution de l'étude des attitudes à l'égard de l'intégration en distinguant classiquement trois périodes renvoyant respectivement à trois approches présentées par la littérature comme plus concurrentes que complémentaires : l'approche utilitariste basée sur le paradigme du choix rationnel, l'approche identitaire renvoyant à la notion de sentiment d'appartenance, et enfin une réflexion mobilisant la ou les notions Euroscepticisme(s) et de résistances à l'intégration européenne. Cette mise en contexte permettra ensuite de revenir sur le tournant qualitatif pris par les études européennes, tournant méthodologique en apparence mais également fortement ancré dans les approches dites sociologiques de l'intégration européenne ou dans une sociologie de l'Union européenne.

L'étude des attitudes des citoyens à l'égard de l'intégration européenne : un tour d'horizon « mainstream »[10]

Le développement et la prolifération des études consacrées aux attitudes et opinions des citoyens à l'égard du processus d'intégration européenne – dans le cadre d'une réflexion sur la légitimité de l'Union européenne – s'inscrivent dans le contexte politique particulier marqué par la difficile ratification du Traité de Maastricht. En effet, la constitution d'une véritable communauté de chercheurs et l'introduction parallèle de l'usage scientifique de la notion d'« identité européenne » au sein de cette communauté date du milieu des années 1990, la concomitance avec les évènements entourant la ratification du Traité de Maastricht n'étant évidemment pas fortuite. En effet, de manière schématique, on considère qu'après 1992 (et la ratification difficile du traité de Maastricht), et plus encore après 2005 (et l'échec

[8] Fritz Scharpf, « Reflections on multilevel legitimacy », MPlfG Working Paper 07:3, Max Planck Institute for the Study of Societies, Cologne, 2007.

[9] De ce point de vue, la section thématique animée par le GT PopAct à l'occasion de ce congrès de l'AFSP intitulé « Opinion Publique et Politiques européennes » devraient permettre de poser les jalons de ce dialogue devenu indispensable entre *policy* et *politics* au niveau européen.

[10] La présentation faite dans cette partie se veut synthétique. A ce titre, elle est nécessairement sélective et donc incomplète. Pour un état des lieux plus complets tant de l'étude des attitudes à l'égard de l'intégration européenne que du tournant qualitatif pris par les études européennes, nous renvoyons le lecteur aux références suivantes : Sophie Duchesne, Florence Haegel, Elizabeth Frazer, Virginie Van Ingelgom, *Overlooking Europe. Citizens' reactions to European integration*, Palgrave McMillan, 2013; Virginie Van Ingelgom, *Integrating Indifference: A Comparative, Qualitative and Quantitative Approach to the Legitimacy of European Integration*, ECPR Press, 2014.

de la ratification du Traité Constitutionnel), émergent des interrogations de plus en plus inquiètes sur le déficit démocratique de l'Europe et sur la « légitimité » du projet européen. Ces questionnements ont emmené dans leur sillage la question de l'attachement des citoyens à l'intégration européenne. Notamment à travers l'hypothèse d'un sentiment d'appartenance à l'Europe jugé globalement défaillant. Avant 1990, la sociologie politique n'est bien entendu pas absente des études européennes et nombre d'auteurs étudient les attitudes des citoyens à l'égard de l'objet européen[11]; c'est cependant à cette période que cette communauté se structure véritablement.

Les travaux de cette génération qu'on pourrait qualifier de « pré-Maastricht » visent à comprendre et surtout à expliquer la dimension subjective de la construction européenne, à savoir en particulier comment l'Union européenne est perçue et surtout évaluée par les citoyens. Au cours de cette première période, au sein du monde universitaire, un consensus assez net s'est d'abord dessiné autour de l'affirmation selon laquelle la légitimité de l'Union européenne repose avant tout sur un phénomène de soutien par les performances ou par les *outputs,* tel qu'envisagé par la théorie (néo)fonctionnaliste. Les citoyens percevraient le processus d'intégration européenne comme légitime dans la mesure où elle permet la production de politiques et de résultats dont ils jugent les effets bénéfiques, en particulier en termes économiques. On peut ici citer les travaux de Mathew Gabel qui ouvriront la voie à une analyse en termes de soutiens utilitaires[12]. De manière très représentative de ce courant et de cette période, il défend l'idée que les attitudes individuelles envers l'intégration européenne sont le fruit d'un calcul rationnel, suivant lequel chacun pèserait les coûts et les bénéfices économiques qu'il peut attendre de l'intégration européenne, loin de toute émotion, ou sentiment.

Cependant, l'incapacité persistante de ce paradigme utilitaire, rationnel à expliquer les attitudes des citoyens – en particulier à expliquer la difficile ratification du Traité de Maastricht – conduit à la fin des années 1990 au développement massif des approches en termes identitaires. Comme le souligne Sophie Duchesne, « *en l'espace d'une décennie, les travaux portant sur les relations entre les citoyens et le système politique nées de l'intégration européenne ont globalement troqué une approche par les attitudes et le soutien à une interrogation sur l'identité*[13] ». Si l'interrogation en termes identitaires n'est pas totalement nouvelle, les études européennes témoignent cependant à partir de ce moment d'un véritable engouement pour la question de l'identité européenne. L'introduction de cette notion a été le fait des études de sondage et en particulier des analyses de l'Eurobaromètre[14]. La notion a

[11] On peut notamment citer ici dès les années 1970 les travaux de Ronald Inglehart ou de Karl Deutsch : Ronald Inglehart, « Cognitive Mobilization and European Identity », *Comparative politics,* Vol. 3, n°1, p. 45-70 ; Karl Deutsch, « Social Mobilization and Political Development », *American Political Science Review*, vol. 55, n°2, p. 493-514. L'article de Sophie Duchesne et André-Paul Frognier abordera quant à lui dès 1994 déjà la question de l'identité européenne, sur un mode interrogatif : Sophie Duchesne, André-Paul Frognier, « Is there a European Identity ?, *in* Oskar Niedermayer, Richard Sinnott (dir.), *Public Opinion and Internationalized Governance,* Oxford, Oxford University Press, p. 196-226.

[12] Mathew Gabel, *Interest and Integration. Market Liberalization, Public Opinion and European Union,* Ann Arbor : University of Michigan Press, 1998 ; Mathew Gabel, Harvey Palmer, « Understanding variation in public support for European integration », *European Journal of Political Research,* Vol. 27, 1995, pp. 3-19.

[13] Sophie Duchesne, « 'Des nations à l'Europe', 'l'Europe au-delà des nations' mais aussi 'l'Europe contre les nations'. Pour une approche dynamique et complexe de l'identification à l'Europe », Annales d'études européennes, vol. 8, 2005, pp. 137-152.

[14] Pour un état des lieux des recherches portant sur l'identité européenne, nous renvoyons au numéro spécial de la revue *Politique européenne* dirigée par Sophie Duchesne et en particulier à son introduction ainsi qu'à l'article de Céline Belot dans ce même numéro : Sophie Duchesne, « L'identité européenne, entre science politique et science-fiction », *Politique européenne,* n°30, 2010 ; Céline Belot, « Le tournant identitaire des études

servi à qualifier la dimension non évaluative des attitudes des citoyens, renvoyant à une appréciation de l'intégration européenne plus émotionnelle, plus affective[15]. Ce glissement empirique s'accompagne d'un glissement conceptuel de la notion de soutien utilitaire vers celle de soutien affectif. Les applications du cadre d'analyse de David Easton constituent le cœur même de ces approches et rares sont les travaux qui s'en démarquent. Schématiquement[16], ce cadre distingue deux catégories de soutien : le soutien spécifique, qui découle de la satisfaction des citoyens à l'égard des performances du système à prendre leurs demandes en compte – renvoyant au soutien utilitaire déjà évoqué – et le soutien diffus ou affectif, le plus souvent requalifié en termes d'identité européenne. La thèse d'une concurrence avec le rapport affectif des Européens à leur communauté d'origine est dans un premier temps largement présente au sein de la littérature.

Le questionnement en termes de changement identitaire ouvre la voie à une troisième période portant sur les résistances à l'intégration européenne. La menace pesant sur l'identité nationale est présentée comme facteur explicatif du rejet de l'intégration européenne par une partie supposée grandissante des citoyens européens[17]. L'ampleur et l'intensité des résistances au processus d'intégration dans la foulée de Maastricht, dont le rejet du Traité constitutionnel représente sans doute la manifestation la plus visible et commentée, ne semblaient pas avoir été attendues par la littérature[18]. Ces résistances – trop souvent réduites à ce qu'il est commun d'appeler le ou les euroscepticisme(s)[19] – ont de ce fait attiré l'attention des Européanistes, alors tiraillés entre la fascination et la perplexité devant l'évolution du système européen et le désir de contribuer à sa consolidation[20]. Les études européennes ont alors donné lieu à plusieurs tentatives en vue de re-théoriser le processus d'intégration européenne et d'une certaine manière par-là de le re-légitimer[21].

Dans l'ère post-Maastricht, à la légitimité basée sur la performance du système (*output)* se substitue donc une légitimité directe (*input*) qui amène dans son sillage un questionnement quant à la constitution d'une communauté politique à l'échelon européen et qui interroge en

---

consacrées aux attitudes à l'égard de l'Europe. Genèse, apports, limites », *Politique européenne*, n°30, 2010, p. 17-43.

[15] Sophie Duchesne, *op.cit*, 2010, p. 10.

[16] Une présentation schématique de son cadre d'analyse nous paraît d'autant plus suffire que la plupart des auteurs qui y font référence, restent quant à eux aussi très schématiques dans leur présentation de ce cadre d'analyse, y consacrant au mieux quelques pages de leur article ne reprenant pour la majorité que la distinction classique entre soutien diffus/affectif et soutien explicite/utilitaire.

[17] A titre d'illustration : Sean Carey, « Undivided Loyalties : Is national Identity an Obstacle to European integration ? », *European Union Politics*, Vol. 3, n°4, p. 387-413 ; Lauren McLaren, « Public support for the European Union : Cost/Benefit Analysis or Perceived Threat », *The Journal of Politics*, Vol. 64, n°2, p. 551-566 ; Lauren McLaren, « Opposition to European integration and fear of loss of national identity : debunking a basic assomption regarding hostility to integration project », *European Journal of Political Research*, vol. 43, n°6, p. 895-911.

[18] Olivier Costa, Antoine Roger et Sabine Saurugger, « Les remises en cause de l'intégration européenne », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 15, n°4, 2008 ; Liesbet Hooghe, Gary Marks, « Sources of Euroscepticisme », *Acta Politica*, vol. 42, 2007, p. 119.

[19] Amandine Crespy, Nicolas Verschueren, « From Europscepticism to Resistances to European integration: an Interdisciplinary Perspective », *Perspectives on European Politics and Society*, 2009,10(3), 377-393.

[20] Jean Leca, « 'The Empire Strikes Back' An Uncanny View of the European Union. Part I – Do we Need a Theory of European integration ? », *Governement and Opposition*, vol. 44, n°3 2009, p. 285-240.

[21] Notamment : Stefano Bartolini, *Restructuring Europe: Centre Formation, System Building and Political Restructuring between the Nation-State and the European Union*, Oxford: Oxford University Press, 2005 ; Liesbet Hooghe, Gary Marks, « A Post functionalist Theory of European Integration: From Permissive Consensus to Constraining Dissensus », *British Journal of Political Science*, Cambridge University Press, Vol. 39, 2008, pp. 1-23.

miroir sur le plan empirique le développement possible de la dimension affective des rapports des citoyens à l'Union européenne par une analyse principalement menée en termes d'analyse de changement identitaire et de politisation. Dans cette perspective, les études de l'Euroscepticisme sont devenues de plus en plus importantes au sein de la littérature existante[22].

Le tournant qualitatif des études européennes

Or, dans le même temps, dans les années 2000, les études européennes ont connu un tournant méthodologique important qualifié de tournant qualitatif des études européennes[23]. Longtemps dominées du côté de la sociologie politique par les analyses de sondages dont la section précédente visait à rendre compte, en particulier des Eurobaromètres, les études européennes ont connu au début des années 2000 un tournant qualitatif. Des chercheurs comme Céline Belot[24], Juan Diez Medrano[25], Adrian Favell[26], Ulrike Meinhof[27], ou encore Jonathan White[28], de même que des projets plus larges comme le projet CITAE[29] mais aussi le projet CONCORDE – Conceptions ordinaires de l'Europe[30], ont permis de recueillir des données riches, issues tantôt d'entretiens individuels, tantôt de focus groups voire d'observations. Partant de méthodes différentes, mais le plus souvent comparatives, une série de chercheurs ont en effet approfondi l'étude de la nature de la relation que les citoyens européens entretiennent avec le projet européen en mobilisant des données et des analyses qualitatives[31]. Convaincues de la nécessité de recourir à d'autres outils d'analyse tant méthodologiques que théoriques, toutes ces recherches qualitatives interrogent, directement ou indirectement, l'existence d'un sentiment d'appartenance, d'identification à l'égard de

[22] Pour une revue de la littérature récente voir : Cécile Leconte, « From pathology to mainstream phenomenon : Reviewing the Euroscepticism debate in research and theory », *International Political Science Review*, vol. 36, n°3, 2015, p. 250 – 263.

[23] Pour une revue de la littérature voir : Sophie Duchesne, Florence Haegel, Elizabeth Frazer, Virginie Van Ingelgom, *Overlooking Europe. Citizens' reactions to European integration,* Palgrave McMillan, 2013; Virginie Van Ingelgom, *Integrating Indifference: A Comparative, Qualitative and Quantitative Approach to the Legitimacy of European Integration*, ECPR Press, 2014.

[24] Céline Belot, *L'Europe en citoyenneté. Jeunes Français et Britanniques dans le processus de légitimation de l'Union européenne.* Thèse doctorale de science politique. Grenoble, 2000.

[25] Juan Diez Medrano, *Framing Europe. Attitudes to European Integration in Germany, Spain and the United Kingdom*, Princeton/Oxford: Princeton University Press, 2003.

[26] Adrian Favell, *Eurostars and Eurocities. Free Movement and Mobility in an Integration Europe*, Oxford: Blackwell, 2008.

[27] Ulrike Meinhof, « Europe viewed from below. Agents, Victims and the Threat of the Other », In R. Herrmann, T. Risse-Kappen & M. Brewer (Eds.), *Transnational identities. Becoming European in the EU*. Oxford: Rowman & Littlefield publishers, 2004.

[28] Jonathan White, *Political allegiance after European integration*, Basingstoke, 2011.

[29] Sophie Duchesne & alii, *op.cit.*, 2013.

[30] Daniel Gaxie, Nicolas Hubé, Marine de Lassale, Jay Rowell, J. (Eds.), *L'Europe des Européens. Enquête comparative sur les perceptions de l'Europe*, Paris: Economica, 2011.

[31] Au sein de ce tournant qualitatif on peut notamment citer : Céline Belot, *L'Europe en citoyenneté. Jeunes Français et Britanniques dans le processus de légitimation de l'Union européenne*, Thèse doctorale de science politique, Grenoble, 2000 ; Juan Diez Medrano, *Framing Europe. Attitudes to European Integration in Germany, Spain and the United Kingdom*, Princeton/Oxford: Princeton University Press, 2003 ; Ulrike Meinhof, Europe viewed from below. Agents, Victims and the Threat of the Other, *In* R. Herrmann, Thomas Risse-Kappen & M. Brewer (Eds.), *Transnational identities. Becoming European in the EU*, Oxford: Rowman & Littlefield publishers, 2004. Jonathan White, J., Political allegiance after European integration, Basingstoke, 2011 ; Daniel Gaxie, Nicolas Hubé, Marine de Lassale, Jay Rowell, L'Europe des Européens. Enquête comparative sur les perceptions de l'Europe. Paris: Economica, 2011.

l'Europe des citoyens. Celles-ci mettent l'accent sur des aspects différents des relations qui s'établissent (ou non) entre l'Europe – ou l'Union européenne – et les Européens.

Les résultats de ces travaux témoignent à la fois de différences marquées dans les questions posées, les cas étudiés et d'évolutions notables dans le temps. Mais ils présentent également un degré remarquable de convergence dans les résultats – convergence qui, en méthode qualitative, est considérée comme la meilleure base de généralisation des résultats. Les convergences entre ces études sont principalement de deux ordres : elles soulignent le caractère problématique de la notion d'identité européenne et du sentiment d'appartenance et, plus important sans doute, elles constatent la faible saillance de l'intégration européenne dans les discours recueillis auprès des interviewés. En effet, ceux pour qui l'intégration européenne constitue un enjeu important et auquel ils font référence spontanément ou avec émotion sont l'exception plutôt que la norme. L'approche qualitative met ainsi en exergue le caractère secondaire voire superficiel de l'intégration européenne pour la plupart des personnes interviewées. On ne retrouve que vaguement les traces d'un euroscepticisme ou d'un rejet proprement affectif. Face à cette faible saillance, il semble difficile d'analyser les propos tenus par ces citoyens à partir de la notion d'identité ou d'Euroscepticisme. Ces travaux ont démontré que loin de rejeter l'UE, les citoyens européens « ordinaires » – s'ils se distinguent bien des élites – lui étaient soit indifférents, soit ils manifestaient à son égard une profonde ambivalence[32]. En effet, les citoyens qui s'y intéressent le moins sont amenés, pour répondre aux questions qui peuvent leur être posées sur l'Union européenne, à mobiliser des opinions ancrées dans d'autres attitudes. Leur rapport à l'Union européenne peut être souvent superficiel – d'où le poids de l'indifférence. En creux, c'est bien la notion d'indifférence qui semble la plus à même de saisir le rapport d'une grande partie des citoyens à l'intégration européenne. Ainsi, des travaux récents se sont penchés sur la question de l'indifférence et de l'ambivalence à l'égard de l'intégration européenne, d'abord du point de vue qualitatif puis quantitatif[33]. La nouveauté du phénomène au sens historique du terme, la faiblesse de la socialisation générationnelle propre à cet objet et son inscription dans un changement plus radical, plus profond du monde de gouvernement porté par la globalisation, expliquent qu'ils distinguent à peine le système européen.

De manière quasi concomitante, se développe ce qu'il est convenu d'appeler le champ des approches sociologiques de l'intégration européenne. Identifier les principales caractéristiques de cette approche permet de distinguer une série de points essentiels qui guident les analyses menées par ces auteurs et par là offre un regard sur ce que pourrait être la normalisation des études européennes du point de vue de la sociologie politique. Comme on l'a déjà souligné, les travaux d'inspiration sociologique n'ont jamais été totalement absents des études européennes, et encore moins des études des attitudes des citoyens à l'égard de l'intégration européenne. Les travaux inspirés du cadre d'analyse d'Easton dont on a rendu compte précédemment relèvent d'une approche qui pourrait être qualifiée de sociologique. Cependant, il a fallu attendre la dernière décennie pour que la réflexion sur la place de la sociologie au sein des études européennes passe de l'implicite à l'explicite. Cette sociologie de l'intégration européenne s'attache en particulier à rendre compréhensible les changements en cours, en insistant sur une perspective par le bas, *bottom-up*, qui vient compléter les approches *top-down*. Au sein des études européennes, ces dernières ont longtemps été dominantes et se sont centrées principalement sur les institutions trop souvent perçues comme

[32] Sophie Duchesne *et alii, op. cit.*, 2013 ; Virginie Van Ingelgom, *op. cit.*, 2014.

[33] Virginie Van Ingelgom, *op. cit.*, 2014 ; Virginie Van Ingelgom, « Mesurer l'indifférence. Intégration européenne et attitudes des citoyens, Sociologie, vol. 1, n°3, 2012, p. 1-20.

désincarnées. Cette perspective tend à répondre à la frustration de certains chercheurs face à ce qu'Andy Smith qualifie d'une « vue trop aérienne » des études européennes[34].

Par définition, la grande majorité des études portant sur les attitudes des citoyens à l'égard de l'intégration européenne s'inscrit dans cette perspective *bottom-up* et met le citoyen, envisagé non plus seulement comme un acteur politique socialement caractérisable, mais bien comme un acteur social à part entière, au centre de sa réflexion sur la construction européenne. A cet égard, il relève résolument de ce champ de recherche qualifié d'approches sociologiques de l'intégration européenne. En guise d'illustration, Céline Belot propose très tôt une étude des logiques sociologiques qui sous-tendent le soutien exprimé par les citoyens au système politique européen[35]. Elle s'intéresse non seulement au degré de soutien des citoyens à l'intégration européenne mais invite également à différencier les types de soutien exprimés. En proposant d'analyser les différences conceptions de « l'Europe », elle annonce les travaux de Juan Diez Medrano. En effet, les travaux de ce dernier sur les attitudes des citoyens à l'égard de l'intégration européenne sont particulièrement éclairants quant à l'apport et à la spécificité d'une approche sociologique. Lorsqu'on étudie les attitudes de soutien des citoyens européens pour l'intégration européenne, la variable nationale reste déterminante et les analyses Eurobaromètre ont montré leurs limites quant à l'expliquer. Dans son ouvrage de référence *Framing Europe*, l'auteur propose une relecture de ces différences nationales en termes notamment historique[36]. Il y analyse les variations nationales des opinions citoyennes allemandes, espagnoles et britanniques en soulignant que les attitudes à l'égard de l'intégration reflètent avant tout les perceptions cognitives culturellement fondées qui encadrent la pensée des citoyens ordinaires par rapport à l'Union européenne. Au-delà des similarités, les citoyens de l'Allemagne, du Royaume-Uni et de l'Espagne ont développé des façons particulières de voir l'intégration européenne qui proviennent de la perception de leur culture nationale, de la mémoire collective et de différentes préoccupations courantes. Ces recherches s'inscrivent dans le champ des approches sociologiques de l'intégration européenne en soulignant que les attitudes des citoyens vis-à-vis des objets politiques dépendent de la manière dont ils les conçoivent et se les représentent et que ces représentations sont profondément ancrées dans des représentations plus large du monde social, qu'elles ne peuvent pas être comprises sans y être référées. Les processus de socialisation sont donc placés au centre de toute analyse du processus d'intégration européenne[37].

De ce point de vue, si elles ne sont pas les seules à le considérer, ces approches sociologiques mettent en exergue l'enchevêtrement permanent entre les différents niveaux local, régional, national, supranational et international qu'il est essentiel de garder à l'esprit dans toute étude de l'intégration européenne. Chercher à estimer l'influence précise de l'intégration européenne sur la société, et plus particulièrement sur le plan national devient plus complexe si l'on considère que les institutions de l'Union européenne et celles des Etats-membres ne forment pas deux systèmes distincts et indépendants mais un complexe institutionnellement et cognitivement imbriqué. Or, si déjà au niveau des institutions un tel constat est réalisé, il semble pouvoir être fait de manière encore plus forte au niveau des acteurs et plus encore des

[34] Andy Smith, 'L'"espace public européen": une vue (trop) aérienne', *Critique internationale*, 1(2), 1999, p. 169-180.
[35] Céline Belot, *op. cit.*, 2000 ; Céline Belot, 'Les logiques sociologiques de soutien au processus d'intégration européenne : éléments d'interprétation', *Revue internationale de politique comparée*, 9(1), 2002, p. 11-29.
[36] Juan Diez Medrano, *op. cit.*, 2003.
[37] Pour une autre illustration d'une approche par la socialisation voir : Hélène Michel, Cécile Robert, *La Fabrique des Européens. Processus de socialisation et construction européenne*, Presses universitaires de Strasbourg, Collection Sociologie politique européen, 2010.

citoyens dits « ordinaires » – qu'on entend ici de façon large comme les citoyens sans engagement particulier à l'égard de la compétition politique – pour qui la limite entre les sphères politiques nationale et européenne, voire mondiale, est tout sauf claire. A cet égard, force est de constater que les études existantes portant sur les attitudes des citoyens à l'égard de l'intégration, à quelques exceptions près, ont très largement omis de prendre en considération cette imbrication des différents niveaux.

On assiste donc depuis une grosse décennie à la multiplication d'études dites sociologiques de l'intégration européenne qui contribuent pour l'essentiel au tournant qualitatif dans les études européennes que nous avons souligné précédemment. Les résultats de ces travaux se distinguent très clairement des travaux dits *mainstream* dans la mesure où loin de parler d'identité européenne ou d'Euroscepticisme, ils rendent compte de l'absence de saillance des enjeux européens, de la faiblesse de l'identité européenne et du profond ancrage national – et global – des réactions à l'égard de l'intégration européenne. Partant de ces constats, la section suivante visera à revenir sur les conséquences de ces résultats pour les recherches à venir, et par là pour la normalisation des approches sociologiques de la légitimité de l'intégration européenne.

2. Sur quelques conséquences des résultats du tournant qualitatif

Le tournant qualitatif pris par les études européennes invite à reconsidérer et à préciser certaines des thèses soutenues par la littérature existante – principalement *mainstream* présentée (trop) schématiquement dans la première section de cette communication. A la suite de nos travaux les plus récents, nous présentons dans cette seconde partie l'état de nos réflexions menées en commun avec Sophie Duchesne sur les conséquences des résultats du tournant qualitatif des études européennes et en particulier de nos propres travaux sur le rapport des citoyens à l'intégration européenne[38]. Nous relevons trois conséquences : la nécessité d'en finir avec la focalisation sur les élites ; le besoin d'appréhender l'Europe, et le monde, à partir de la nation ; et la responsabilité qu'il incombe au tournant qualitatif de combler le déficit théorique relatif à la légitimité de l'UE vue du côté des citoyens.

En finir avec la focalisation sur les élites

Tout d'abord, les résultats de nos propres recherches confirment pour partie la thèse développée par Neil Fligstein dans son ouvrage *Euroclash*[39]. On observe bien une division profonde dans le rapport des citoyens européens à l'intégration, entre ceux qui bénéficient de la construction européenne – on pense notamment aux *Eurostars* étudiés par Adrian Favell[40] – et les autres, la très grande majorité, qui pour l'essentiel en pâtit. Cette thèse était déjà celle

[38] En effet, ces réflexions sont le fruit d'une collaboration menée depuis plusieurs années avec Sophie Duchesne. La version la plus récente mais non encore aboutie de nos réflexions peut être trouvée dans le chapitre suivant : Sophie Duchesne, Virginie Van Ingelgom (2015), « Is there a European Legitimacy ? 20 ans plus tard, l'aventure continue », in Benoît Rihoux, Virginie Van Ingelgom, Samuel Defacqz, *La légitimité de la science politique. Construire une discipline au-delà des clivages*, Louvain-La-Neuve : Presses de Louvain, pp. 51-70. Cette seconde partie de la présente communication s'inscrit dans la lignée de ce travail et n'est donc pas de mon seul chef. Merci de vous référer au chapitre susmentionné en vue de citer les arguments s'y rapportant et présenté dans cette seconde partie. Pour tout le reste, les propos tenus dans ce document n'engagent que moi et sont donc de ma seule responsabilité.

[39] Neil Fligstein, *Euroclash. The EU, European Identity and the Future of Europe*, Oxford, Oxford University, Press, 2008.

[40] Adrian Favell, *Eurostars and Eurocities. Free Movement and Mobility in an Integration Europe*, Oxford, Blackwell, 2008.

de Mathew Gabel[41], construite sur la simple base du choix rationnel, mais Fligstein l'a développée en y intégrant une analyse en termes d'identité, largement reprise depuis. Quoi qu'il en soit, notre accord sur la dualité profonde des réactions à l'intégration s'arrête là puisque nos résultats empiriques – ainsi que l'essentiel des travaux qui s'inscrivent dans le tournant qualitatif des études européennes[42] – soulignent tous la très faible saillance de l'Europe pour la grande majorité des citoyens européens. De ce point de vue, on se doit de souligner les dommages causés par la tendance des études européennes à se focaliser sur les élites ou du moins, les citoyens les plus actifs à l'échelon européen et les plus visibles. Les travaux récents inspirés par ceux de Karl Deutsch en sont une bonne illustration puisqu'ils focalisent l'attention sur la mobilité et les interactions entre Européens, qui concernent le plus souvent, de l'aveu même de leurs auteurs, qu'une très petite partie de la population européenne[43]. La multiplication des travaux sur l'identité des étudiants Erasmus va dans le même sens. Le reste de la population est appréhendé essentiellement en négatif des comportements des élites, pour en souligner l'euroscepticisme, supposé et décrié plus d'ailleurs que réellement documenté, selon un procédé qui rappelle le misérabilisme dénoncé par Grignon et Passeron dans l'étude des classes populaires[44]. Car si les ressorts, les visages et les conséquences de l'euroscepticisme sont bien étudiés à travers notamment l'action des partis et des militants nationalistes en particulier, la proportion de citoyens réellement concernés est à nouveau très faible. L'euroscepticisme du plus grand nombre est simplement déduit de l'absence d'évaluation positive de l'intégration – qui ne soutient pas l'UE est considéré comme lui étant hostile[45] – et cette hostilité supposée est attribuée à la méconnaissance des citoyens « ordinaires » voire à leur mauvaise compréhension de la réalité qui les entoure. Le titre de notre ouvrage, *Overlooking Europe*, joue sur le double sens du verbe *overlooking* : avoir une vue panoramique, mais aussi, ne pas voir[46]. Dans nos discussions, une partie des interviewés passaient à côté du sujet, semblant ne pas voir le niveau européen de gouvernement; les autres au contraire, en faisaient facilement le tour. On pourrait dire que les études européennes font de même avec les citoyens « ordinaires » ! En abordant la question des rapports à l'Europe sous le prisme des attitudes, elles passent à côté des réactions – non structurées, mais répondant à des logiques propres – d'une partie importante des citoyens européens. Elles ne voient pas vraiment comment ils réagissent en fait à l'intégration et les englobent dans des modèles généraux – le plus souvent pensés en termes d'attitudes de soutien ou de rejet – qui en disent plus long sur les ressorts attendus de la légitimation du système européen que sur sa légitimité véritable, empiriquement fondée. De

[41] Mathew Gabel, « Public Support for European Integration : An Empirical Test of Five Theories », in *Journal of Politics*, vol. 60, n°2, 1998, p. 333-54 ; Mathew Gabel, Henri Palmer, « Understanding Variation in Public Support for European Integration », in *European Journal of Politica1 Research*, vol. 27, n°1, 1995, p. 3-19.

[42] Sophie Duchesne, « Le tournant qualitatif des travaux sur les attitudes à l'égard de l'intégration européenne : un virage consommé », Lectures critiques, in *Revue française de science politique*, vol. 62, n°1, 2012, p. 109-128 ; Sophie Duchesne, et al., *op. cit.*, 2013, p. 6-33.

[43] Karl Deutsch, *Nationalism and Social Communication. An Inquiry into the Foundations of Nationality*, New York, Technology Press of Massachussetts Institute of Technology and Wiley, 1953 ; Teresa Kuhn, « Individual Transnationalism, Globalisation and Euroscepticism : An Empirical Test of Deutsch's Transactionalist Theory European », in *Journal of Political Research*, vol. 50, n°6, 2011, p. 811-37.

[44] Grignon C., Passeron J.-C., *Le Savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Gallimard/Seuil, 1989.

[45] Notons d'ailleurs qu'envisagée au niveau national, l'assimilation entre évaluation négative et le rejet ne tient plus du tout : la légitimité des systèmes politiques nationaux reste forte en Europe, comme l'indiquent par exemple les taux records de fierté nationale qu'on continue d'enregistrer, ce qui n'empêche pas les citoyens de manifester massivement leur désaccord avec leurs gouvernements ou la façon dont la démocratie fonctionne chez eux. Nous avons de la même façon pu observer dans nos discussions que les Belges comme les Français, lorsqu'ils parlent de leur pays, le font surtout de façon négative, ce qui ne les empêche en rien de s'y sentir profondément attachés (Duchesne S., Van Ingelgom V., *op. cit.*, 2008).

[46] Sophie Duchesne et alii, *op. cit.*, 2013.

fait, les études européennes participent elles-mêmes, directement, à la légitimation de l'UE et les modèles qu'elles utilisent – de l'utilité à l'identité puis à la politisation – nous renseignent plus sur le système politique auquel nos collègues aspirent que sur la dynamique politique à l'œuvre dans les démocraties européennes[47]. Pour comprendre ce qu'il est en train d'advenir de la légitimité du ou plutôt, des systèmes politiques en Europe, il importe donc tout particulièrement de se donner les moyens de centrer l'analyse sur les citoyens les moins impliqués, politiquement et socialement, dans le processus d'intégration.

Appréhender l'Europe, et le monde, à partir de la nation

Dès lors qu'on se place dans une approche compréhensive et qu'on regarde les choses du point de vue de ceux à qui l'intégration s'impose, celui des gouvernés, des citoyens européens, on se doit de prendre au sérieux les appartenances dans lesquelles ils ont été socialisés. En termes politiques, cela signifie très largement partir de l'appartenance nationale (même si les appartenances locales jouent évidemment un rôle) dès lors que la socialisation politique passe très largement, et très précocement, par l'apprentissage de l'appartenance nationale[48]. Il est de bon ton, pour les élites cosmopolites auxquelles appartiennent les chercheurs en études européennes, de considérer l'attachement national au mieux avec dédain, comme en témoigne notamment la notion d'identité « exclusive » réservée à ceux qui déclarent se sentir national, mais pas européen[49] et jamais l'inverse[50], au pire avec crainte voire mépris[51]. En termes de légitimité, la question est d'importance puisque la démocratie de masse et les nations se sont développées ensemble et qu'aujourd'hui encore, on peine à imaginer des formes de mobilisation politique et démocratique qui ne soient pas adossées à la responsabilité, ou tout le moins, au « concernement », que procure le sentiment d'appartenir à une nation, à un peuple. Norbert Elias a montré le lien entre le fait de se sentir faire partie d'un collectif, se définir à travers un « nous » et la référence à l'unité de survie que constitue l'État nation[52]. On peut d'ailleurs interpréter ainsi l'*Euroclash* mis en évidence par Fligstein, par la déception suscitée par les attentes vis-à-vis de leur État-nation de ceux qui n'ont pas bénéficié de la construction européenne, en opposition à ceux qui ont trouvé d'autres moyens de subvenir à leurs besoins, via la construction européenne et l'européanisation des pratiques économiques et culturelles. Comprendre comment les Européens réagissent à l'intégration suppose donc de partir de ce qu'ils sont, des citoyens socialisés dans le cadre d'un État-nation dont l'habitus national est bien ancré. Qu'on s'en réjouisse ou non ne doit pas entrer en ligne de compte, c'est un fait.

---

[47] Claudia Schrag Sternberg, *The Struggle for EU Legitimacy. Public Contestation, 1950-2005*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2013 ; Van Ingelgom V., *op. cit.*, 2014.

[48] Katarin Throssell, « Un berceau bleu, blanc, rouge : le nationalisme ordinaire et l'enfance », in *Raisons politiques*, vol. 37, n°1, 2010, p. 27-38.

[49] Notons que ce dédain, propre aux élites intellectuelles, n'est pas réservé aux études européennes si on en croit Craig Calhoun : Calhoun C.J., *Nations Matter : Culture, History, and the Cosmopolitan Dream*, London, New York, Routledge, 2007.

[50] Liesbeth Hooghe, Gary Marks G., *op. cit.*, 2008.

[51] Ainsi Thomas Risse oppose une conception fermée, sinon bornée, de l'Europe – *Fortress Europe* – centrée sur la souveraineté nationale, volontiers xénophobe et propre aux classes populaires à un modèle – Modern Europe – tolérant et éclairé porté par les élites ; Thomas Risse, *A Community of Europeans ? Transnational Identities and Public Spheres*, Ithaca NY, Cornell University Press, 2010.

[52] Norbert Elias, *La société des individus*, Fayard, 1991 ; Florence Delmotte, « Norbert Elias et l'intégration postnationale », in *Swiss Political Science Review*, vol. 8, n°1, 2002, p. 3-26 ; Florence Delmotte, *Norbert Elias : la civilisation et l'État : Enjeux épistémologiques et politiques d'une sociologie historique*, Bruxelles, Presses de l'Université de Bruxelles, 2007 ; Florence Delmotte, « La légitimité de l'Union européenne, une affaire de bons sentiments ? Réflexions sur l'appartenance à la communauté politique », in *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 15, n°4, 2008, p. 541-54.

Appréhender la légitimité du système européen de gouvernement(s) en partant du niveau national amène à ne plus travailler à l'échelle européenne, mais bien à poursuivre l'investigation dans la lignée des travaux de Juan Diez Medrano[53], par étude de cas, en construisant la comparaison par le bas, de manière inductive, comme nous l'avons fait dans CITAE. C'est aussi valable pour l'analyse des données de sondage, comme y incite d'ailleurs le poids de la variable nationale; on se doit de prendre les différences nationales dans les rapports à l'UE comme un élément essentiel de leur compréhension. Si les études qualitatives se montrent *a priori* les plus à même à rendre compte finement de ces différences nationales, ces résultats invitent les études quantitatives à mieux considérer la variable nationale en réduisant le nombre de cas étudiés et en recourant à des analyses de régression multiniveaux pour dépasser les classiques *dummies* nationales. Le citoyen européen est avant tout un citoyen national et pour le comprendre, faire abstraction des contextes nationaux n'a pas de sens puisqu'ils renvoient à l'espace de leur socialisation politique.

Ce qui ne signifie pas qu'il faille limiter l'investigation aux représentations, perceptions, identifications liées à la nation. Mais en suivant le regard que le citoyen porte sur le monde, on ne peut que constater que, pour la grande majorité d'entre eux, l'Europe n'est pas un échelon de pouvoir : c'est, comme l'ont bien montré Hans-Peter Kriesi et son équipe[54], une manifestation du global. Ce phénomène macrosociologique n'échappe pas à la sagacité des citoyens, même ceux qui sont les moins intéressés et/ou compétents sur le plan politique : dans leurs discussions, l'Europe n'existe que comme une manifestation de la mondialisation. Dès lors, la question mainte fois traitée de l'articulation du clivage européen aux clivages classiques manque à nouveau la cible puisqu'elle postule l'existence d'un échelon et d'un clivage proprement européens, largement démenti par l'absence de saillance des enjeux européens.

Combler le déficit théorique relatif à la légitimité de l'UE vue du côté des citoyens

Les points développés ci-dessus – à savoir la confirmation d'une partition nette, au sein des Européens, entre les europhiles, bénéficiaires de l'intégration, et les autres, qui lui sont largement, indifférents; l'importance qu'il y a cesser de se concentrer sur les populations privilégiées pour explorer plus avant la façon dont les autres vivent les transformations politiques à l'œuvre sur le continent; le fait de partir, pour cela, de ce qui leur est familier, le système politique national, sans postuler que l'Europe existe pour elles comme niveau de gouvernement – ces points résultent simplement de nos observations. Comme on l'a vu, elles convergent d'ailleurs assez largement avec d'autres investigations empiriques qualitatives menées sur le sujet ces dernières années[55]. Ils doivent maintenant s'accompagner d'un retour à une perspective plus théorique. Du côté de la sociologie politique[56], les travaux des études européennes sont restés trop longtemps ancrés dans une version simpliste du modèle eastonien des formes de soutien à un système politique. La complexification du modèle, que l'on trouve exprimée en particulier par Hooghe et Marks *via* la thèse, explicitement post-

[53] Juan Diez Medrano, *op. cit.*, 2003, 2010.

[54] Hans-Peter Kriesi et al., « Globalization and the Transformation of the National Political Space. Six European Countries Compared », in *European Journal of Political Research*, vol. 45, n°6, 2006, p. 921-956 ; Kriesi H.-P., Grande E., Lachat R., Dolezal M., Bomschier S., Frey T., *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 2008.

[55] Gaxie D., Hubé N., de Lassale M., Rowell J., *op. cit.*, 2010 ; White J., *Political Allegiance after European Integration*, Palgrave Macmillan, Basingstoke, 2011.

[56] On laisse ici de côté les modèles théoriques issus des relations internationales et les controverses qui leur sont propres dès lors qu'ils sont.

fonctionnaliste, du dissensus contraignant[57], a d'abord porté sur le rôle intermédiaire joué par les acteurs politiques et les médias dans la publicité et l'évaluation des performances du système européen et sur la politisation des enjeux qui en résulte[58]. Cette perspective est prolongée par Pieter de Wilde pour mieux prendre en compte la dimension diachronique et les effets de la croissance de l'autorité du système de décision européen sur la polarisation de l'opinion publique[59]. Mais pour ce qui touche à l'analyse individuelle des auteurs du soutien que sont les citoyens des pays de l'UE, le modèle reste largement emprunté d'abord à la théorie de l'acteur rationnel – le soutien devait naître de la reconnaissance des bienfaits de l'intégration – mêlée à celle des opinions : les individus sont censés être porteurs de valeurs, sociologiquement déterminées, qui délimitent les discours auxquels ils sont accessibles. Dans ces discours ils puisent leurs opinions sur un sujet, et ces opinions se pérennisent en se structurant en attitudes. Ce qui résiste à ce modèle est largement attribué à des questions d'identification que l'on traite alors en s'appuyant sur la psychologie sociale. Plus récemment, on l'a dit, le modèle a été enrichi par la référence aux travaux de Karl Deutsch et à la prise en compte de la mobilité et des interactions entre les citoyens des différents pays de l'UE[60]. Il demeure que le « débat scientifique » au sein des études européennes se limite trop souvent à des questions de mesure, d'échantillons, de choix des indicateurs et de leur traitement. L'article de Katrin Mitchell, récemment publié dans la revue centrale de la discipline qu'est *JCMS*[61] est un bon exemple. Intitulé *Rethinking the « Erasmus effect » on European identity*, ce texte, qui prend acte de résultats contradictoires entre les auteurs intéressés à la question, propose en fait pour les départager d'examiner de nouvelles données.

La faiblesse théorique des études européennes s'explique sans doute largement par la dépendance dans laquelle elles sont longtemps restées vis-à-vis des données Eurobaromètre. Elle n'est d'ailleurs pas passée inaperçue : le livre collectif *Sociology of the European Union*, édité par Adrian Favell et Virginie Guiraudon, publié en 2011, visait déjà à sortir les travaux sur l'UE des frontières de la sous-discipline pour qu'ils bénéficient du pluralisme conceptuel et théorique des sciences sociales internationales[62]. En ce sens, la recherche de l'équipe menée par Daniel Gaxie, inscrite dans une sociologie critique d'inspiration bourdieusienne, est un apport indiscutable et éclaire d'un jour nouveau le soit disant euroscepticisme des classes populaires[63]. Jonathan White propose lui aussi dans *Political Allegiance after European Integration*, une approche de la légitimité du système européen débarrassée de la notion de soutien[64]. Dans notre propre ouvrage *Overlooking Europe*, ce décalage théorique a été opéré par le recours à la notion de réactions, substituée à celle d'attitudes. Dans tous les cas, le phénomène majeur qui impose de repenser le cadre théorique est l'absence manifeste d'intérêt pour les enjeux de gouvernance européenne observée dans les entretiens qualitatifs, absence

[57] Hooghe L., Marks G., *op. cit.*, 2008.
[58] Cette complexification du modèle reste cependant toute relative. Pour une approche de cette problématique relevant d'une sociologie politique européenne, on peut citer : Philippe Aldrin, Nicolas Hubé, Caroline Ollivier-Yaniv, Jean-Michel Utard, *Les médiations de l'Europe politique*, Presses universitaires de Strasbourg, Collection sociologie politique européenne, 2014.
[59] de Wilde P., « No Polity for Old Politics ? A Framework for Analyzing the Politicization of European Integration », in *Journal of European Integration*, vol. 33, n°5, 2011, p. 559-75 ; de Wilde P., Zürn M., « Can the Politicization of European Integration Be Reversed ? », in *Journal of Common Market Studies*, vol. 50, n°1, 2012, p. 137-53.
[60] Deutsch K., *op. cit*, 1953 ; Kuhn T., *op. cit.*, 2011.
[61] Mitchell K., « Rethinking the 'Erasmus Effect' on European Identity », in *Journal of Common Market Studies*, vol. 53, 2015, p. 330-348.
[62] Favell A., Guiraudon V. (dir.), *Sociology of the European Union*, New York, Palgrave Macmillan, 2011.
[63] Gaxie D., Hubé N., de Lassale M., Rowell J., *op. cit.*, 2010.
[64] White J., *op. cit.*, 2011.

d'intérêt difficile à détecter avec les sondages puisque les réponses des interviewés à une même question se valent, quelle que soit l'importance qu'ils lui accordent.

À ce stade, débattre des mesures et raffiner le traitement statistique des indicateurs ne peut pas permettre de mieux décrire la réalité si le cadre théorique qu'on utilise est inadapté, ce qui est clairement le cas des notions de soutien et d'identité dans le cadre européen. L'UE est pour la grande majorité des citoyens un objet trop peu compris et identifié. Ici, l'approche par les sondages est limitée, car elle a beaucoup d'affinités avec le raisonnement déductif, lequel requiert un cadre théorique et des hypothèses appropriées. Tandis que l'approche qualitative est en principe plus adaptée à l'exploration et surtout, elle est – ou devrait être[65] – clairement orientée vers la construction théorique[66]. Quoi qu'il en soit, les qualités essentielles, à nos yeux, de travaux portant aujourd'hui sur la légitimité de l'intégration appréhendée par les citoyens sont l'induction, la réflexivité et la systématicité. Quelles que soient les méthodes qu'on utilise, il faut s'obliger à interpréter à partir de ce qu'on observe, en s'interrogeant avec soin sur les conséquences des méthodes choisies et de leur mise en œuvre sur ce qu'on parvient à observer, le tout, de la façon la plus rigoureuse possible. Cette démarche est indispensable pour sortir du cercle de légitimation dans lequel se sont enfermées les études européennes. Plus que jamais, les « cas déviants » et tout ce qu'on a du mal à expliquer doivent être mis au centre de la réflexion et servir de point de départ à une reformulation théorique au lieu d'être traités comme des phénomènes résiduels.

L'intégration européenne est un phénomène pleinement politique : elle participe de la redistribution du pouvoir et des richesses à l'échelle du continent le plus riche de la planète et donc, au-delà. Les théories sur lesquelles on s'appuie pour l'étudier doivent le prendre en compte. Importer des théories venues d'autres disciplines et notamment, de la psychologie, peut dès lors se révéler hasardeux[67]. Considérer, comme c'est devenu monnaie courante l'identité européenne comme une dimension parmi d'autre de l'identité individuelle ne permet pas de prendre en compte les effets de pouvoir qui caractérisent la redéfinition des sphères de gouvernement. Cette façon de traiter la relation que les citoyens entretiennent avec la communauté politique comme un phénomène d'ordre essentiellement cognitif laisse à penser que construire de l'identité relève surtout de l'ordre du discours, de l'argumentation voire, de la manipulation symbolique[68]. Il suffirait de savoir s'adresser aux masses et de neutraliser les discours contestataires, et notamment les discours populistes, pour les attacher à un système politique dont a pu montrer qu'une large majorité d'entre elles ne bénéficie pas[69]. Certes, on a montré historiquement comment les nations ont été construites par l'action des élites qui ont utilisé des procédés notamment symboliques pour leur donner des contours communautaires

[65] On voit néanmoins beaucoup de recherches qualitatives renoncer à cette orientation théorique pour se contenter d'illustrer, plus ou moins finement, des hypothèses déjà là. La vogue du focus groupe, en particulier dans le cas de grosses enquêtes comparatives internationales, s'accompagne d'une certaine forme de dévoiement de l'approche qualitative.

[66] Ragin C.C., *The Comparative Method: Moving Beyond Qualitative and Quantitative Strategies*, University of California Press, 1987.

[67] Au contraire, le travail de Norbert Elias, qui lie directement la transformation de la psychologie personnelle et de la représentation de soi avec l'évolution des attributions de ressources consécutive à l'intégration des territoires politiques est beaucoup plus féconde.

[68] L'importation des neurosciences pour l'étude de l'effet des symboles sur les attachements est pire encore que l'approche cognitive : elle fait de la définition de soi un pur phénomène cognitif, détaché de la réalité des expériences de vie ; à titre d'exemple voir : Cram L., « Does the EU Need a Navel ? Implicit and Explicit Identification with the European Union », in *Journal of Common Market Studies*, vol.°50, n°1, 2012, p. 71-86.

[69] C'est ici que le livre de Jonathan White, particulièrement innovant sur le plan théorique et empirique, déçoit : en conclusion de l'analyse très fouillée dans laquelle il montre que les conditions de légitimation de l'intégration sont loin d'être remplies, il s'interroge sur « l'architecture rhétorique » qui permettrait renverser les choses, au lieu de prendre acte du fait que le processus en œuvre ne fait pas la preuve de son efficacité.

cohésifs : dans le prolongement des historiens modernistes[70], Anne-Marie Thiesse a analysé la « check-list identitaire », largement symbolique – un hymne, un drapeau, une langue, des mythes, des héros, des monuments –, qui a servi de trame commune à l'invention des nations européennes[71]. Mais ceci n'a fonctionné que parce que ce travail symbolique a accompagné la mise en œuvre des dispositifs d'action publique à la fois fortement intégrateurs et distinctifs[72]. Le travail historique de nationalisation des citoyens a été fondamentalement double : ils ont appris à se sentir appartenir à la communauté définie par les frontières de l'autorité de leur gouvernement national en même temps qu'ils adoptaient des comportements rendus similaires par l'encadrement de politiques qui leur étaient communes. Cette nationalisation ne s'est pas faite de façon linéaire et elle a pris du temps[73]. La définition de soi comme national, si elle est ancrée dans l'expérience et réactivée en permanence par les symboles et les discours publics[74], est aussi le fruit d'une socialisation précoce qui suppose le relais des générations[75]. Les recherches actuelles sur l'identité européenne méconnaissent profondément ces résultats des travaux historiques et sociologiques. Personne ne peut savoir si l'« identité européenne » existera un jour ; il est certain par contre qu'il ne suffira pas de faire taire les discours contestataires et d'améliorer la communication de l'UE pour faire des Européens. Les scientifiques doivent cesser de contribuer à cette entreprise de légitimation et revenir à la question qui a justifié le travail d'investigation sur l'identification à l'Europe : celle de la légitimité du processus d'intégration. Cette étape seule amènera à la normalisation des études européennes et démontrera le véritable apport de la sociologie politique, principalement qualitative et quelque part aussi 'francophone'.

TO BE CONTINUED …

[70] Gellner E., *Nations and Nationalism. New Perspectives on the Past*, Ithaca, Cornell University Press, 1983 ; Hobsbawm E.J., *Nations and Nationalism since 1780 : Programme, Myth, Reality*, (2nd ed.), Cambridge, New York, Cambridge University Press, 1992.
[71] Thiesse A.-M., *La création des identités nationales : Europe, XVIIIe-XXe siècles*, L'univers historique, Paris, Seuil, 1999.
[72] Noiriel G., *État, nation et immigration : vers une histoire du pouvoir*, Paris, Gallimard, 2005.
[73] Déloye Y., *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 2007.
[74] Billig M., *Banal nationalism*, London, Thousand Oaks, Calif, Sage, 1995.
[75] Throssell K., *Child and nation*, Peter Lang, 2015.